

Cette révision, généralisant le salaire aux pièces aussi bien dans l'industrie que l'agriculture, part de l'augmentation du minimum de production obligatoire correspondant au salaire établi, et signifie une intensification de l'exploitation de la force de travail des ouvriers soviétiques.

Ainsi les progrès de la reconstruction ne profitent qu'à la bureaucratie soviétique et aux couches privilégiées du prolétariat russe tandis que la grande masse des ouvriers est contrainte de travailler et de vivre dans des conditions économiques et politiques aggravées.

Dans les pays de l'Europe qui sont contrôlés par l'U.R.S.S., des progrès économiques sensibles ont été réalisés grâce à l'application des diffé-

rents « plans » élaborés par les gouvernements dominés par les staliniens et, surtout grâce à la « paix sociale » assurée par les partis staliniens dans ces pays.

Pour contrecarrer l'application du « plan Marshall » en Europe Occidentale, la bureaucratie soviétique essaie de développer les échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et les différents pays sous son contrôle et de créer une sorte de circuit économique fermé centré sur l'U.R.S.S. Cependant le développement de la production dans ces pays qui conservent leur structure fondamentale capitaliste, loin de favoriser une telle orientation, accentue au contraire la nécessité des échanges avec l'Occident et des importations américaines en capitaux et produits industriels.

B) EVOLUTION DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

L'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis qui domine les rapports internationaux, a évolué dans le sens d'un raidissement accru de l'attitude de Washington et de Moscou.

L'impérialisme américain a réussi à resserrer son étreinte autour de l'U.R.S.S. et des pays que celle-ci contrôle et a poursuivi son offensive contre l'U.R.S.S. sur tous les plans : diplomatique, économique, politique, militaire et propagandiste.

L'O.N.U. a été progressivement transformée en un instrument diplomatique américain qui a, chaque fois, fait échec à toutes les tentatives de la diplomatie soviétique de faire passer sa politique. La création de la « Petite Assemblée » a pratiquement neutralisé l'efficacité du veto, dernière tranchée de défense, sur ce terrain, de l'U.R.S.S.

L'aide économique aux pays capitalistes de l'Europe Occidentale, systématisée dans le plan Marshall épaula puissamment la politique de Wall Street qui vise à les mettre exclusivement sous la coupe américaine, en éliminant les partis communistes des gouvernements.

La reconstruction de l'Allemagne Occidentale sous l'égide américaine créerait au cœur de l'Europe le levier le plus puissant pour la future désintégration économique et politique des pays du « glacis » soviétique,

tandis que son pendant en Extrême-Orient, le Japon, est déjà soumis au contrôle exclusif des Etats-Unis.

Aux points les plus sensibles du front américano-russe mondial, en Grèce, en Turquie, en Iran, en Chine, en Corée, l'action diplomatique, économique et politique américaine, se combine à l'emploi de moyens purement militaires.

Une campagne de propagande anti-soviétique et anticomuniste, orchestrée avec tous les moyens énormes dont dispose l'impérialisme américain, bat son plein aux Etats-Unis et dans les pays qu'ils influencent pour conquérir l'approbation publique de la politique américaine de la « cold war » (guerre froide) et pour préparer, le cas échéant, quand Wall Street le jugera nécessaire, la guerre pure et simple.

L'agressivité de la politique des Etats-Unis se développe à la mesure des nécessités expansionnistes de l'impérialisme américain sur tout le marché mondial et de l'importance grandissante pour l'économie américaine de son domaine militaire. Cette politique vise, pour le moment, à faire changer manifestement en sa faveur, par sa pression accrue sur tous les plans, le rapport des forces établi au lendemain de la guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. et à amener celle-ci à négocier le compromis le plus favorable possible pour Washington.